



jeudi 11 mai 2017

Les grands titres:

- A une conférence à Londres, le chef de l'ONU plaide pour un nouveau partenariat avec la Somalie
- Centrafrique : l'ONU débloque 9 millions de dollars pour appuyer la réponse humanitaire sous-financée
- Syrie : l'ONU souhaite profiter de la dynamique d'Astana aux prochains pourparlers de Genève
- Soudan du Sud : l'ONU appuie les efforts pour réduire les tensions communautaires dans les Etats de Jonglei et de Boma
- Colombie : le Conseil de sécurité appelle à protéger les communautés pour consolider la voie vers une paix durable
- La FAO et la Banque mondiale renforcent leur partenariat pour mettre un terme à la faim et à la pauvreté
- Treize villes européennes organiseront un festival culinaire des réfugiés pour promouvoir leur intégration - HCR
- Ouzbékistan : l'ONU appelle les autorités à poursuivre les réformes en matière de droits de l'homme
- Il faut que l'Inde rétablisse l'Internet et les réseaux sociaux au Cachemire, selon des experts de l'ONU
- Afrique du Sud : le Conseil des droits de l'homme de l'ONU préoccupé par les violences visant migrants et réfugiés



A une conférence à Londres, le chef de l'ONU plaide pour un nouveau partenariat avec la Somalie



De gauche à droite: le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, le Secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, Boris Johnson, et le Président de la Somalie, Mohamed Abdullahi Mohamed de Somalie, lors d'une conférence de presse conjointe à la Conférence de Londres sur la Somalie. Photo: UK Foreign and Commonwealth Office

11 mai - Lors d'une conférence sur la Somalie à Londres, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a plaidé jeudi pour un nouveau partenariat avec la Somalie afin d'aider ce pays à tourner la page des et à s'engager durablement sur le chemin de la paix et de la prospérité.

« Je salue la Somalie pour son premier plan national de développement en 35 ans. Je félicite également le gouvernement pour son engagement à créer et à renforcer progressivement les institutions d'un véritable État », a déclaré M. Guterres dans un discours devant les participants de cette conférence.

« J'espère que nous pourrons bientôt voir un pays capable de collecter des impôts, d'avoir ses propres forces de police et de sécurité, de fournir des services publics de base et de garantir la sécurité de ses citoyens grâce à sa propre force de police et à son armée. Nous devons tous soutenir la réalisation de cette vision », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a exhorté les partenaires de la Somalie à soutenir ce plan. « Cette conférence vise à se mettre d'accord sur un nouveau partenariat alors que la Somalie tourne une page », a-t-il dit. « Les Nations Unies feront tout leur possible pour que ce soit le début d'un nouveau chapitre de prospérité durable et de paix durable pour la Somalie, au bénéfice de tous ».

M. Guterres, qui s'est rendu il y a deux mois à Mogadiscio et à Baïdoa dans le cadre de sa première visite sur le terrain en tant que Secrétaire général, a souligné que la priorité immédiate était la sécheresse qui frappe le pays, alors que plus de 6 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit près de la moitié de la population somalienne.

« Nous devons également faire face aux dégâts causés par le changement climatique et le conflit », a-t-il souligné.

Selon lui, les fondations pour une plus grande stabilité sont en place mais ces progrès sont fragiles. « Nous avons besoin d'investissements qui préservent les progrès tout en abordant de manière urgente la crise croissante de l'insécurité alimentaire qui affecte des millions de Somaliens », a-t-il souligné lors d'une réunion spécifique consacrée à la situation humanitaire en Somalie.

« Les agences des Nations Unies et nos partenaires ont considérablement augmenté l'aide au cours des derniers mois », a-t-il ajouté. « L'ONU est prête à redoubler d'efforts, mais l'environnement est difficile et dangereux ».

Il a félicité le gouvernement fédéral d'accorder la priorité à la réponse à la sécheresse. Il a remercié les bailleurs de fonds pour leur générosité. « Mais, il nous faut plus, pas seulement maintenant mais sur le long terme », a-t-il dit. Il a rappelé que la famine de 2011 en Somalie avait tué 260.000 personnes, dont la moitié d'enfants.

« Cette fois-ci, nous devons sauver des vies avant qu'il ne soit trop tard », a-t-il déclaré.

Centrafrique : l'ONU débloque 9 millions de dollars pour appuyer la réponse humanitaire sous-financée



Une jeune fille lit un livre dans un abri de fortune dans un camp de déplacés à Bangui, en République centrafricaine. Photo UNICEF/Tanya Bindra (archives)

11 mai - Alors que la situation humanitaire en République centrafricaine (RCA) demeure dramatique, la Coordinatrice humanitaire pour le pays, Najat Rochdi, a lancé mercredi une première allocation du Fonds humanitaire en RCA (FH RCA) pour l'année 2017 d'un montant de 9 millions de dollars.

Le premier trimestre de l'année 2017 en Centrafrique a été marqué par la multiplication des foyers de tension entraînant de nouveaux déplacements forcés et une augmentation des besoins, déjà importants, a indiqué dans un communiqué le Bureau de la coordination pour les affaires humanitaires (OCHA) en RCA. Rien qu'entre février et mars 2017, la RCA a vu une augmentation de 6% du nombre de nouveaux déplacés, passant de 401.072 à 426.100 personnes. Cette dégradation intervient alors que le financement de l'action humanitaire en

2017 est très préoccupant.

Les 9 millions de dollars alloués par le fond pour objectif de pallier les besoins essentiels les plus pressants pour « sauver des vies » et atténuer la vulnérabilité des populations. Les zones ciblées par cette allocation sont les régions de la Basse Kotto, du Mbomou, de la Nana Gribizi, de la Ouaka et de l'Ouham-Pendé.

Ces zones ont connu entre septembre 2016 et mars 2017 un grand nombre de foyers de tension causant des déplacements de population massifs et des sérieuses problématiques liées à la protection des civils.

Cette première allocation cible le financement de projets de partenaires humanitaires pour répondre aux besoins en termes d'éducation, de protection, de santé, de nutrition ainsi qu'en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. La logistique, les besoins en abris et en articles non alimentaires, la coordination et la gestion des sites figurent aussi parmi les besoins prioritaires ciblés.

Au moment du lancement de cette allocation, seul 11% sur les 399,5 millions demandés dans le Plan humanitaire pour la RCA en 2017 ont été sécurisés. Cette allocation du Fonds humanitaire permettra d'augmenter ce niveau de financement à 14%.

Cette allocation du Fonds est essentiel pour la RCA - le seul pays au monde où la moitié de la population a besoin d'une assistance humanitaire. Un financement adéquat de l'action humanitaire est par conséquent une priorité absolue. Sans financement adéquat, la Centrafrique risque de sombrer à nouveau dans une crise aigüe.

Renouvelant sa gratitude aux partenaires techniques et financiers qui ont appuyé la réponse humanitaire, Mme Rochdi a réitéré son appel pour renforcer les financements en 2017 au regard de la situation très alarmante, soulignant que c'est tout le processus de consolidation de la paix qui est en jeu.

Syrie : l'ONU souhaite profiter de la dynamique d'Astana aux prochains pourparlers de Genève



L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura. Photo ONU

11 mai - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, souhaite que les pourparlers de Genève prévus du 16 mai au 19 mai profitent de la dynamique des négociations qui ont eu lieu début à Astana, au Kazakhstan, début mai et qui ont vu un accord entre la Russie, l'Iran et la Turquie sur des « zones de désescalade » en Syrie.

« Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse jeudi à Genève. L'idée est aussi de réunir les belligérants syriens avant le début du mois de ramadan musulman qui débute fin mai.

Conformément à ce que prévoyait la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU sur ces discussions inter-syriennes, les parties continueront à négocier sur quatre volets de discussion, notamment la gouvernance (transition politique), une nouvelle Constitution, l'organisation d'élections et la lutte contre le terrorisme.

Sur le format des négociations proprement dites, la prochaine série sera des discussions de proximité, « avec des rencontres un peu plus intimes qui se tiennent dans des salles plus petites dans lesquelles on peut se regarder dans les yeux », a dit M. de Mistura.

Le médiateur onusien admet que dans les conditions actuelles, « on peut avancer plus avec des discussions de proximité qu'avec une réunion formelle avec toutes les parties dans la même salle. On a bien sûr l'intention de trouver un moment où on peut retourner à ce format », a-t-il précisé.

Dans tous les cas, « la priorité à présent est de consolider une cessation des hostilités ». Selon l'envoyé de l'ONU, l'accord obtenu à Astana est un pas dans la bonne direction, car il pousse « à une désescalade concrète dans quatre zones, en plus du cessez-le-feu ».

M. de Mistura a indiqué par ailleurs que les Nations Unies étaient en discussion avec l'Iran, la Russie et la Turquie au sujet du contrôle des zones de sécurité en Syrie. Il a rappelé que l'ONU avait « beaucoup d'expérience » en matière de surveillance, en faisant référence à la mise en œuvre de l'accord d'Astana. Il a ajouté qu'il était important que la désescalade dans les quatre zones soit suivie d'un accès humanitaire beaucoup plus important.

S'agissant des opérations humanitaires, le Conseiller spécial de l'Envoyé spécial de l'ONU en Syrie, Jan Egeland, a indiqué que « le nombre de personnes vivant dans les zones difficiles d'accès est passé d'environ 5 millions à 4,5 millions de personnes actuellement ».

M. Egeland a précisé que 625.000 Syriens vivent toujours dans les villes assiégées dont près les deux tiers dans le Ghouta oriental (395.000). L'ONU rappelle que 80% des civils vivent dans 13 régions assiégées par les forces gouvernementales.

Par ailleurs, il reste toujours près de 95.000 personnes assiégées à Deir ez-Zor par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIL/Daech) alors que plus de 12.000 personnes sont assiégées par les autres groupes d'opposition à Foah et Kefraya.

Soudan du Sud : l'ONU appuie les efforts pour réduire les tensions communautaires dans les Etats de Jonglei et de Boma



Le chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), David Shearer (assis, à gauche), lors d'un point de presse à Juba, la capitale du pays. Photo: MINUSS

11 mai - La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) soutient les efforts pour réduire les tensions entre les communautés Dinka Bor et Murle dans l'Etat de Jonglei et l'Etat de Boma, a déclaré jeudi le chef de la Mission, David Shearer.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Juba, la capitale du Soudan du Sud, David Shearer a souligné les efforts du gouvernement, en particulier la visite du Premier Vice-Président dans la région. Il a déclaré que la MINUSS était en contact avec les dirigeants de l'Etat de Boma et de l'Etat de Jonglei pour résoudre à l'amiable les tensions liées à des enlèvements d'enfants et à des vols de bovins.

« Nous sommes préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire dans la région de Bor-Pibor entre les jeunes Dinka Bor et les jeunes Murle », a dit M. Shearer.

« Nous avons été en contact avec les communautés ces dernières semaines et nous soutenons les efforts de paix par le gouvernement et le Premier Vice-président pour parler aux deux communautés. Nous avons mis à leur disposition un hélicoptère pour qu'ils puissent se déplacer entre les deux communautés et diminuer la tension dans la région », a-t-il ajouté.

S'agissant d'Aburoc, dans la région du Haut Nil, M. Shearer a déclaré qu'une cinquantaine de travailleurs humanitaires étaient prêts à aider des milliers de civils déplacés en raison de combats récents sur la rive gauche du Nil.

La MINUSS a envoyé des soldats de la paix à Aburoc la semaine dernière pour faciliter l'assistance humanitaire. M. Shearer a déclaré que la situation des personnes déplacées était inquiétante.

« Nous estimons qu'environ 30 à 35, peut-être 40.000 personnes, sont là pour le moment. Nous étions préoccupés la semaine dernière de leur sort et en particulier du manque d'eau propre », a-t-il dit. « C'est pour cette raison que nous avons déployé des Casques bleus dans la région. Cette force de maintien de la paix sera là temporairement pour aider les travailleurs humanitaires à se déplacer ».

Colombie : le Conseil de sécurité appelle à protéger les communautés pour consolider la voie vers une paix durable



Le Président Juan Manuel Santos Calderón de Colombie (à droite) salue l'ambassadeur Elbio Rosselli, Président du Conseil de sécurité pour le mois de mai, à Bogotá, début mai 2017. Photo Mission de l'ONU/Juan Manuel Barrero Bueno

11 mai - De retour d'une visite en Colombie (3 au 5 mai), le Conseil de sécurité a rappelé jeudi son « attachement sans réserve » au processus de paix et réaffirmé sa détermination à faciliter l'application de l'Accord de paix final en application de la résolution 2261 (2016) et à continuer de jouer un rôle actif et constructif dans les mois à venir.

« Il s'agit d'une formidable occasion après plus de 50 ans de conflit », ont déclaré les membres du Conseil dans une déclaration de la Présidence, faisant observer que la violence en Colombie est au niveau le plus bas qui ait jamais été atteint en plus de 40 ans.

Saluant le courage des Colombiens qui se sont engagés sur la voie d'une paix durable, les membres du Conseil ont insisté sur les avantages considérables que cette dernière présenterait pour le pays dans sa totalité et sur le fait que le processus de paix colombien pourrait être un exemple pour le reste du monde.

Conscient des difficultés considérables que présente l'application de l'Accord de paix final, le Conseil s'est félicité des progrès considérables accomplis à cet égard par le gouvernement colombien et les rebelles des Forces armées

révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP) et de leur détermination à mener à bien la transition vers la paix dans l'intérêt de tous les Colombiens.

À cet égard, le Conseil a salué l'arrivée pacifique de près de 7.000 membres des FARC-EP dans les secteurs et points de normalisation convenus et le lancement du processus de dépôt des armes. Il a également salué la détermination dont continuent de faire preuve les parties en collaborant pour permettre aux éléments des FARC de déposer leurs armes dans le délai de 180 jours qui a été fixé.

Outre le dépôt des armes, le Conseil a noté que la pleine application de l'Accord de paix - notamment l'adoption rapide de toutes les mesures convenues pour assurer une réintégration et une réconciliation réelles - avec l'entière participation des femmes, sera d'une importance cruciale pour permettre l'instauration d'une paix stable et durable pour tous les Colombiens.

Dans le cadre de l'application de l'accord de paix, le Conseil a souligné qu'il est essentiel de répondre aux besoins particuliers des groupes touchés. Conscient des répercussions du conflit, en particulier sur les communautés les plus touchées, les 15 ont fait part de leur préoccupation face aux meurtres récents de certains de leurs membres, notamment de personnalités locales. Saluant les efforts déployés par le gouvernement colombien et la volonté de remédier au problème qui est manifestée au plus haut niveau, les membres du Conseil ont appelé à une action encore plus décisive pour assurer la sécurité de ces communautés et la protection de leurs représentants.

La FAO et la Banque mondiale renforcent leur partenariat pour mettre un terme à la faim et à la pauvreté



Des ouvriers agricoles travaillant à la culture du manioc dans l'État de Bahia dans le nord-est du Brésil. Photo: Banque mondiale / Scott Wallace

11 mai - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale ont signé un nouvel accord visant à renforcer leur partenariat pour mettre un terme à la faim et à la pauvreté à l'échelle mondiale et nationale.

Les deux organisations travailleront en étroite collaboration afin d'aider les pays membres à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), à améliorer les moyens d'existence ruraux, l'efficacité de la production agricole et à assurer une gestion durable des ressources naturelles à travers le monde, a précisé la FAO dans un communiqué de presse.

L'accord cadre a été signé mercredi à Rome par le Directeur général adjoint de la FAO chargé des opérations, Daniel Gustafson, et le Vice-président de la Banque mondiale chargé de la politique opérationnelle et des services aux pays, Hartwig Schafer.

Cet accord vise à faciliter la coopération entre les deux entités, grâce notamment à de nouveaux outils dont l'objectif est de transmettre l'expertise technique de la FAO aux gouvernements dans le cadre des projets financés par la Banque mondiale.

« Face au défi de la réalisation des ODD, la pression qui pèse sur nous pour mieux collaborer et mieux aider les pays à accomplir leurs objectifs est de plus en plus importante. Les outils adoptés aujourd'hui par la FAO et la Banque mondiale ouvrent la voie à de nouvelles opportunités et de nouveaux moyens de travailler ensemble. Ils contribueront à augmenter les ressources financières consacrées au développement, notamment dans le contexte de crises prolongées et dans celui des Etats fragiles», a indiqué M. Gustafson.

Selon M. Schafer, l'accord représente une « étape importante en vue de renforcer notre engagement mutuel visant à fluidifier l'aide aux projets et à la rendre plus efficace pour chaque pays ».

« Nous ne travaillons pas seulement à uniformiser nos procédés, nous souhaitons également tirer avantage de l'expertise de nos organisations en vue de réduire les lacunes au niveau des capacités qui existent dans certains pays. Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte de nos interventions d'urgence et en matière de soutien aux Etats fragiles», a-t-il ajouté.

Treize villes européennes organiseront un festival culinaire des réfugiés pour promouvoir leur intégration - HCR



Un marché à Rome, en Italie. Photo
FAO/Marco Salustro

mondiale des réfugiés.

11 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation non-gouvernementale Food Sweet Food ont annoncé jeudi la participation de 13 grandes villes européennes à l'édition 2017 du Festival culinaire des réfugiés, une initiative citoyenne visant à mettre en valeur le talent culinaire des réfugiés et faciliter leur intégration.

Cette année, le [Refugee Food Festival](#) se tiendra à Bruxelles, Madrid, Athènes, Amsterdam, Rome, Milan et Bari ainsi que dans cinq villes françaises : Paris, Marseille, Bordeaux, Lyon et Lille. L'évènement fait partie des célébrations organisées à l'occasion de la Journée

Du 15 au 30 juin, plus de 50 restaurants ouvriront les portes de leurs cuisines à des chefs réfugiés originaires d'Afghanistan, d'Érythrée, d'Iran, de Somalie, de Syrie, d'Ukraine et d'autres pays. D'autres villes ont exprimé leur intérêt à participer au festival et pourraient prendre part à l'initiative.

Le Refugee Food Festival est né l'année dernière en France grâce à un partenariat entre l'ONG Food Sweet Food et le HCR. Il a bénéficié du soutien de divers partenaires, citoyens, autorités locales, restaurants et partenaires privés.

La première édition du Refugee Food Festival a eu lieu à Paris en juin 2016. Plus de 1.000 personnes ont savouré des plats préparés par des chefs réfugiés originaires de Côte d'Ivoire, d'Inde, d'Iran, de Russie, du Sri Lanka et de Syrie, dans onze restaurants qui leur ont confié les clés de leurs cuisines et ont accepté de changer leurs menus pour l'occasion.

« Le Refugee Food Festival a connu un succès retentissant. Des personnes du monde entier nous ont appelés car ils souhaitaient à leur tour organiser le festival », a indiqué Marine Mandrila, une des fondatrices de l'initiative. « Il s'étend à plusieurs villes européennes car de nombreux citoyens à travers toute l'Europe ont manifesté leur souhait de s'engager auprès des réfugiés et de se mobiliser pour leur intégration. Cela permet à des personnes réfugiées de mettre en avant leurs talents et de promouvoir leurs traditions gastronomiques, et aux citoyens de découvrir de nouvelles cultures à travers la cuisine », a-t-elle ajouté.

« Le Refugee Food Festival est un formidable projet qui rassemble les citoyens et les réfugiés autour d'une expérience culturelle positive : la simple joie de préparer un bon repas et d'apprécier de la bonne nourriture », a dit le directeur du Bureau Europe du HCR, Vincent Cochetel. « Cela permet également de sensibiliser sur la question des réfugiés et de créer des opportunités pour les chefs réfugiés en mettant en avant leurs talents et l'importance de l'intégration », a-t-il ajouté.

« Le festival m'a permis de me faire des amis », a souligné Emad, un chef syrien qui a cuisiné lors du premier Refugee Food Festival. « C'était particulièrement important pour moi parce que je découvrais une nouvelle culture, un nouveau pays et une nouvelle langue. La nourriture vous donne le sourire et vous aide à apprendre davantage. Quand je cuisine, je sens que cela m'aide à me retrouver », a-t-il dit.

En France, l'évènement a propulsé la carrière des réfugiés participants en mettant l'accent sur leurs talents culinaires et en créant des opportunités professionnelles pour chacun d'entre eux.

Suite à ce succès, Food Sweet Food et le HCR ont développé un [kit méthodologique](#) pour les citoyens qui souhaitent organiser un Refugee Food Festival dans leur ville. Il résume les conseils de chefs, clients, partenaires et réfugiés et décrit les étapes pour l'organisation du festival.

Ouzbékistan : l'ONU appelle les autorités à poursuivre les réformes en matière de droits de l'homme



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

11 mai - En visite en Ouzbékistan, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a salué jeudi l'ambitieux programme de réformes entreprises par le gouvernement en matière de droits de l'homme tout en appelant à résoudre les « problèmes et défis » persistants reconnus par toutes les parties du pays.

« Il y a eu des progrès graduels en matière de droits de l'homme en Ouzbékistan au cours des quatre dernières années », a reconnu M. Zeid lors d'une conférence de presse à Tachkent. Selon lui, ces progrès sont à mettre au crédit du Coordonnateur résident et de l'équipe de l'ONU dans le pays qui, en l'absence de toute présence permanente du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ont fait de la coopération avec le gouvernement en matière de progression des droits de l'homme une priorité.

Le Haut-Commissaire s'est félicité de voir que « les droits de l'homme - toutes les catégories de droits de l'homme » figurent très clairement parmi les cinq priorités définies dans la Stratégie d'action 2017-2021 du Président ouzbek, Shavkat Mirziyoyev. Ce document d'orientation politique vise à améliorer l'administration publique, garantir l'Etat de droit et la réforme de la justice, développer et libéraliser l'économie, développer le secteur social et assurer la sécurité, la tolérance religieuse, l'harmonie inter-ethnique et une politique étrangère constructive.

Au cours de ces diverses rencontres avec des hauts fonctionnaires et des membres de la magistrature, M. Zeid a toutefois abordé « les problèmes et défis » auxquels est confronté l'Ouzbékistan et que ses interlocuteurs reconnaissent volontiers.

« Il y a également eu une déclaration d'intention, répétée à plusieurs reprises, selon laquelle la réponse à ces problèmes et à ces défis doit être mise en avant dans les lois et les normes internationales en matière de droits de l'homme et qu'il existe des moyens d'y parvenir », a dit le Haut-Commissaire citant l'exemple du Président de la Chambre législative du Parlement qui a déclaré que chaque nouvelle loi est en train de faire l'objet d'un processus pour vérifier si elle est conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

« Cette reconnaissance claire des problèmes et de l'existence de solutions bien affinées à ces problèmes dans le cadre du droit international et des institutions conçues pour les défendre est essentielle. Cela signifie que nous pouvons vraiment commencer à travailler », a dit M. Zeid.

Le Haut-Commissaire a dit espérer voir « une nouvelle ère » pour la société civile en Ouzbékistan. « Si le Président et son gouvernement doivent atteindre leurs objectifs déclarés, ils auront besoin d'une société civile forte, vibrante et dynamique - et des médias - les aidant, mais aussi les poussant, les critiquant et exposant les faiblesses, les lacunes et les injustices, sans crainte de la répression ou représailles », a-t-il dit.

À cet égard, M. Zeid a soulevé auprès des autorités la nécessité de poursuivre « le plus rapidement possible » la libération de plus de prisonniers politiques, « dont certains purgent des peines très longues suite au type de procès hautement problématiques auxquels les autorités déclarent souhaiter mettre un terme ».

Le Haut-Commissaire a également suggéré que le gouvernement adopte des mesures pour résoudre rapidement le manque continu de transparence concernant les prisons et autres lieux de détention en Ouzbékistan, dans le but de veiller à ce que la torture et d'autres formes de mauvais traitements soient stoppées.

Il faut que l'Inde rétablisse l'Internet et les réseaux sociaux au Cachemire, selon des experts de l'ONU



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye.
Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

11 mai - L'Inde doit mettre immédiatement fin à son interdiction des réseaux sociaux et de l'Internet dans l'État de Jammu-et-Cachemire et garantir la liberté d'expression pour les citoyens, ont déclaré deux experts des droits de l'homme des Nations Unies.

L'interdiction a été imposée le 17 avril suite à nombreuses manifestations d'étudiants. Selon des informations parues dans les médias au Cachemire, le gouvernement a bloqué l'accès à 22 sites web et applications, dont WhatsApp, Facebook et Twitter. Des services de données 3G et 4G pour téléphones mobiles et autres appareils auraient également été suspendus.

« L'ampleur de ces restrictions a un impact significativement disproportionné sur les droits fondamentaux de tous au Cachemire, compromettant l'objectif déclaré par le gouvernement de prévenir la diffusion d'informations pouvant entraîner la violence », ont déclaré le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst.

« Interdire l'Internet et les télécommunications a un caractère de punition collective », a souligné M. Kaye.

« Le refus d'un tel accès perturbe l'échange libre d'idées et la capacité des individus à se connecter entre eux », a estimé pour sa part M. Forst.

Les deux experts ont noté qu'en 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a condamné ce type d'interdictions et a appelé les États à les éviter.

Selon eux, il y a déjà eu environ 31 cas déclarés d'interdictions de médias sociaux et d'Internet depuis 2012 dans l'Etat de Jammu-et-Cachemire.

« Nous appelons les autorités indiennes à garantir la liberté d'expression au Jammu-et-Cachemire et à chercher une solution aux conflits sociaux et politiques de la région grâce à un dialogue ouvert, transparent et démocratique », ont conclu les deux experts.

Afrique du Sud : le Conseil des droits de l'homme de l'ONU préoccupé par les violences visant migrants et réfugiés



Le Conseil des droits de l'homme à Genève. Photo ONU/Elma Okic

11 mai - La 27e session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a traité jeudi à Genève de la question des attaques violentes dont sont victimes les migrants en Afrique du Sud.

En février, plusieurs manifestations en Afrique du Sud ont ciblé des ressortissants étrangers. Des foules en colère ont agressé des immigrants, notamment dans les townships autour de Johannesburg, la plus grande ville du pays.

De nombreuses délégations ont appelé Pretoria à mieux lutter contre la xénophobie, la discrimination et la violence que subissent les migrants et les apatrides. Lors de l'examen du rapport de l'Afrique du Sud, certaines d'entre elles ont fait le lien entre cette dernière flambée d'agressions et l'insuffisance des réponses apportées suite aux précédentes scènes de violences de 2008 et 2015.

Des Etats membres ont toutefois relevé que durant ces incidents, des voix se sont aussi élevées, aussi bien au niveau

gouvernemental que parmi les acteurs de la société civile, pour rappeler que les droits de l'homme sont les mêmes pour tous en Afrique du Sud.

Les autorités sud-africaines ont fermement condamnées ces violences, rappelant l'intervention de leurs forces de sécurité pour y mettre fin. Sur la question des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrations internationales, l'Afrique du Sud a rappelé qu'elle a souscrit à la Convention de 1951 de l'ONU relative au statut des réfugiés. « En effet, nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'aider les personnes vulnérables qui se trouvent en danger quel que soit leur nationalité », a fait remarquer la Vice-Ministre des relations internationales et de la coopération de l'Afrique du Sud, Luwellyn Landers.

« Sur le plan politique, nous sommes habilités à décider qui peut pénétrer ou non sur notre territoire et dans quelles conditions », a toutefois déclaré Mme Landers, soulignant qu'il s'agit d'un aspect fondamental de la souveraineté nationale de l'Afrique du Sud que tous les pays reconnaissent.

« Les individus qui se rendent dans notre pays, qui y transitent ou qui y résident ont droit à la protection », a ajouté la Vice-Ministre, indiquant que le Livre blanc sur les migrations internationales, l'administration et la politique doit répondre tant aux problèmes actuels qu'aux défis de demain. « L'objectif du projet de loi est d'arriver à un équilibre entre les impératifs de développement économique, de sécurité nationale ainsi que les obligations nationales et constitutionnelles. D'autre part, nous tenons également compte des impératifs qui figurent dans notre Charte pour les droits de l'homme. L'idée étant de vivre dans la paix et l'amitié avec les autres peuples », a souligné Mme Landers.

Dans le rapport qu'elle a soumis au Conseil des droits de l'homme, l'Afrique du Sud a d'ailleurs admis que « les attaques dont ont fait l'objet par le passé des ressortissants d'autres pays, jusque dernièrement, ont entraîné des pertes humaines et des dégâts matériels ». Pretoria a rappelé que les questions liées à la violence et à la discrimination à l'encontre des étrangers sont maintenant traitées par trois grands comités interministériels chargés respectivement des migrations, de la cohésion sociale et de la politique démographique.

Le gouvernement sud-africain a élaboré un projet de plan d'action national en matière de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance en collaboration avec différents acteurs, notamment de la société civile. Pretoria a rappelé qu'un nouveau projet de loi sur la prévention et la répression des actes de violence inspirés par la haine et les discours haineux, est en cours de rédaction. Ce projet de loi érige en infraction ces actes de violence et vise à mettre en place des mesures de prévention et de répression de ces infractions.

En prenant ces mesures, les autorités sud-africaines veulent ainsi montrer l'image d'un pays sachant tirer parti des migrations internationales pour son développement. « Le Livre blanc sur les migrations internationales défend l'idée qu'il n'est ni souhaitable ni possible d'arrêter les migrations internationales », précise Pretoria dans le rapport soumis à l'attention du Conseil.

Outre la question des migrants, certaines délégations ont demandé à Pretoria de lutter contre la discrimination envers les femmes et contre les actes de violence sexiste. Des États ont également invité l'Afrique du Sud à poursuivre le dialogue avec la Cour pénale internationale (CPI) et de reconsidérer sa décision de se retirer du Statut de Rome.